

MARCHES PUBLICS DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

(C.C.A.P)

**MORBIHAN HABITAT
6, Avenue Edgar DEGAS
CS 62291
56008 VANNES CEDEX**



CCAP n°25S0166

**MISSION DE CONTROLE TECHNIQUE
CONSTRUCTION DE 34 LOGEMENTS COLLECTIFS LOCATIFS SOCIAUX
ZAC PARC NEVEZ
À PLESCOP**

SOMMAIRE

CHAPITRE 1 – DISPOSITIONS GENERALES	4
ARTICLE 1 - CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DU MARCHÉ	4
1. 1 - Objet du marché	4
1. 2 - Forme du marché	4
1. 3 - Décomposition en lots	4
1. 4 - Décomposition en tranches	4
1. 5 - Décision modificative	4
1. 5. 1 - Modification du contrat	4
1. 5. 2 - Prestations similaires	4
1. 5. 3 - Cession et transmission du marché	5
1. 5. 1 -	Erreur ! Signet non défini.
1. 5. 2 -	5
1. 5. 3 -	5
ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
ARTICLE 3 - OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES	5
3. 1 - Assurances	5
3. 2 - Obligation du titulaire d'informer l'acheteur de tout changement de situation	5
3. 3 - Dispositif de vigilance	5
3. 4 - Déclaration de sous-traitance	6
3. 5 - Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité	7
3. 5. 1 - Exécution de tout ou partie d'un service public	7
3. 5. 2 - Respect des obligations par les sous-traitants	7
3. 5. 3 - Modalités de signalement d'un manquement aux obligations	7
3. 5. 4 - Méconnaissance des obligations	8
3. 6 - Dispositions diverses	8
3. 6. 1 - RGPD – Protection des données à caractère personnel	8
3. 6. 2 - Confidentialité	9
3. 6. 3 - Mesures de sécurité	9
CHAPITRE 2 – EXECUTION DU MARCHÉ	10
ARTICLE 4 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	10
4. 1 - Langue	10
4. 2 - Dématérialisation des échanges	10
ARTICLE 5 - DELAIS	10
5. 1 - Délais d'exécution	10
5. 2 - Délai d'affermissement des tranches optionnelles	10
5. 2. 1 - Indemnités d'attente	10
5. 2. 2 - Indemnité de dédit pour non exécution d'une tranche optionnelle	10
5. 3 - Présentation et délais d'établissement des livrables	11
ARTICLE 6 - EXECUTION DES PRESTATIONS	11
6. 1 - Conditions de réalisation de l'étude	11
6. 2 - Transfert des droits patrimoniaux	11
6. 3 - Utilisation des résultats de l'étude	11
6. 4 - Arrêt de l'exécution des interventions	11
6. 5 - Clauses techniques	12
6. 6 - Réparation des dommages	12
ARTICLE 7 - CONSTATATION DE L'EXECUTION ET GARANTIE	12
7. 1 - Opération de vérifications-décisions après vérifications	12
7. 2 - Garantie	12
CHAPITRE 3 – PRIX	13
ARTICLE 8 - PRIX DU MARCHÉ	13
8. 1 - Caractéristiques et contenu des prix	13
8. 2 - Avances	13
8. 3 - Variation des prix	13
8. 4 - Taxe sur la valeur ajoutée	13
8. 5 - Répartition des paiements	13
ARTICLE 9 - REGLEMENT DES COMPTES	13

9. 1 - Régime et périodicité des paiements	13
9. 2 - Demandes de paiement	14
9. 2. 1 - Acomptes.....	14
9. 2. 2 - Paiement pour solde.....	14
9. 3 - Délais de paiement.....	16
9. 4 - Intérêts moratoires.....	16
CHAPITRE 4 – CONTENTIEUX.....	17
ARTICLE 10 - PENALITES	17
ARTICLE 11 - RESILIATION	17
11. 1 - Résiliation pour motif d'intérêt général	17
11. 2 - Résiliation pour faute.....	17
ARTICLE 12 - LITIGES ET DIFFERENDS	18
CHAPITRE 5 – DEROGATIONS AU CCAG PRESTATIONS INTELLECTUELLES.....	19

CHAPITRE 1 – DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 - CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DU MARCHÉ

1. 1 - Objet du marché

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent les prestations suivantes :

Mission de contrôle technique pour les études et les travaux de construction de 34 logements collectifs locatifs sociaux – ZAC Parc Nevez à PLESCOP.

Montant prévisionnel : 4 380 500.00 € HT

Durée prévisionnelle des études : 22 mois

Durée prévisionnelle de préparation du chantier : 2 mois

Délai prévisionnel d'exécution des travaux : 24 mois

MISSIONS : LP + SH + HAND + TH + PH + DPE + Attestation HAND + Attestation acoustiques (y compris mesures acoustiques) + Attestation Thermique + PV.

Les prestations relèvent de la catégorie 2 au sens du Code du travail (Loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993).

1. 2 - Forme du marché

La présente consultation donne lieu à un marché ordinaire.

1. 3 - Décomposition en lots

Les prestations font l'objet d'un lot unique.

1. 4 - Décomposition en tranches

☒ Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

☐ Il est prévu une décomposition en tranches.

1. 5 - Décision modificative

1. 5. 1 - Modification du contrat

Le marché prévoit que le contrat peut être modifié, conformément aux articles R2194-1 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque, sous réserve de la limite fixée au R2194-3 du code de la commande publique, des travaux supplémentaires sont devenus nécessaires et ne figurent pas dans le marché public initial, le titulaire du marché a un délai de 15 jours maximum pour transmettre sa proposition de prix.

1. 5. 2 - Prestations similaires

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier au titulaire du marché, en application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence. Dans la mesure où la mise en concurrence du premier marché doit avoir pris en compte le montant

total envisagé, le montant des marchés de prestations similaires ne pourra en aucun cas faire excéder un éventuel seuil de procédure, cela entraînerait de fait irrégularité du marché.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

1. 5. 3 - Cession et transmission du marché

En application de l'article R2194-6 du code de la commande publique, le titulaire du marché peut céder son marché à un tiers dans les conditions suivantes :

- Le nouveau titulaire du marché doit justifier auprès du maître d'ouvrage disposer de capacités professionnelles, techniques et financières lui permettant la reprise du marché ;
- Le maître d'ouvrage doit préalablement donner son accord sur la cession de marché ;
- La cession donne lieu à la rédaction d'un avenant ;
- Le nouveau titulaire du marché reprend le marché à l'identique (prix, caractéristiques techniques, cahier des charges, droits et obligations...)

ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation ou en complément de l'article 4.1 du CCAG Prestations Intellectuelles, les pièces contractuelles sont, par ordre de priorité, celles visées dans l'acte d'engagement (article D).

ARTICLE 3 - OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES

3. 1 - Assurances

Conformément à l'article 9 du CCAG PI :

-le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du maître de l'ouvrage et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

-le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

3. 2 - Obligation du titulaire d'informer l'acheteur de tout changement de situation

Le titulaire informe sans délai l'acheteur de toute modification de situation, y compris celles affectant son statut afin que l'acheteur prenne toutes les dispositions nécessaires pour assurer la continuité de l'exécution du marché.

3. 3 - Dispositif de vigilance

Le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ses salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

- dans le cas où le candidat emploie des travailleurs étrangers, la liste nominative des salariés étrangers employés par le candidat et soumis à l'autorisation de travail mentionnée à l'article L5221-2 du code du Travail. Cette liste

précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail (article D8254-2).

- tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par MORBIHAN HABITAT, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.com>.

A défaut, le marché est résilié sans indemnité pour faute du titulaire.

Conformément à l'article L.8222-6 du Code du Travail (modifié par l'article 83 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013), une mise en demeure sera adressée par le maître d'ouvrage à toute entreprise qui ne s'acquitterait des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du même code.

Si l'entreprise ne donne pas suite à cette mise en demeure de régulariser sa situation, dans un délai de deux mois, le marché pourra être rompu sans indemnité, aux frais et risques de l'entrepreneur.

3. 4 - Déclaration de sous-traitance

En complément des dispositions du code de la commande publique, les conditions de l'exercice de la sous-traitance directe ou indirecte sont définies à l'article 3.6 du CCAG Prestations Intellectuelles.

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante doit obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le maître d'ouvrage.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies aux articles R2193-1 et suivants du code de la commande publique et à l'article 3.6 du CCAG Prestations intellectuelles.

Conformément aux dispositions relatives à l'autoliquidation de la TVA issues de l'article 283 du Code général des impôts, le sous-traitant adresse une facture en hors taxe pour les prestations réalisées.

La TVA relative aux prestations sous-traitées quant à elle est perçue par le fournisseur responsable du sous-traitant.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire doit joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- Déclaration du sous-traitant attestation qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles L2141-1 à 5 et L2141-7 à 11 du code de la commande publique et qu'il est en règle au regard des articles L1512-1 à L1512-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés
- Les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents
- Une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L8221-1, L8221-3, L8221-5, L8251-1, L8231-1 et L8241-1 du code du travail
- Un devis détaillé des prestations sous-traitées
- Un RIB cacheté et signé
- Les attestations d'assurance RCP du sous-traitant en cours de validité

- L'attestation d'assurance décennale en cours de validité

Toute sous-traitance occulte peut être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (article 39 du CCAG Prestations Intellectuelles).

3. 5 - Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité

3. 5. 1 - Exécution de tout ou partie d'un service public

Le présent contrat confie à son titulaire l'exécution de tout ou partie d'un service public.

Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- d'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- de respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du présent contrat, le titulaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;
- respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

Le titulaire communique à l'acheteur les mesures qu'il met en œuvre afin :

- d'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;
- de remédier aux éventuels manquements.

3. 5. 2 - Respect des obligations par les sous-traitants

Le titulaire veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de l'exécution du service objet du présent contrat respectent les obligations susmentionnées.

Il s'assure que les contrats de sous-traitance ou de sous-concession conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants.

Le titulaire communique à l'acheteur chacun des contrats de sous-traitance ou de sous-concession ayant pour effet de faire participer le sous-traitant ou le sous-concessionnaire à l'exécution du service public. Ces contrats sont transmis à l'acheteur en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant ou du sous-concessionnaire, sous peine de refus du sous-traitant ou du sous-concessionnaire.

3. 5. 3 - Modalités de signalement d'un manquement aux obligations

Le titulaire informe les usagers du service public des modalités leur permettant de lui signaler rapidement et directement tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'ils constatent. Cette information mentionne également les coordonnées suivantes : Direction des affaires juridiques et des achats de MORBIHAN HABITAT

Il informe sans délai l'acheteur ou l'autorité concédante des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre afin d'y remédier.

Lorsqu'elles ont méconnu les principes d'égalité, de laïcité ou de neutralité, l'acheteur peut exiger que les personnes affectées à l'exécution du service public soient mises à l'écart de tout contact avec les usagers du service. Le titulaire veille à ce que cette prérogative lui soit reconnue par les clauses des contrats de sous-traitance ou de sous-concession concernés.

3. 5. 4 - Méconnaissance des obligations

Lorsque le titulaire méconnaît les obligations susvisées, l'acheteur ou l'autorité concédante le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit.

Si la mise en demeure s'avère infructueuse, l'acheteur ou l'autorité concédante se réserve la faculté :

- soit de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques ;
- soit d'appliquer au titulaire une pénalité forfaitaire de 50 euros par jour, puis, en cas de manquement persistant, de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques.

3. 6 - Dispositions diverses

3. 6. 1 - RGPD – Protection des données à caractère personnel

a) RGPD – Traitement des données à caractère personnel

Les supports informatiques fournis par MORBIHAN HABITAT et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultants de leur traitement par la société titulaire du marché demeurent la propriété de MORBIHAN HABITAT.

Les données contenues dans ces supports et documents sont strictement confidentielles.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, la société titulaire du marché s'engage à prendre toutes les précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

La société titulaire du marché s'engage donc à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel, c'est-à-dire notamment à :

- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- Ne pas utiliser les documents et informations traitées à des fins autres que celles spécifiées au présent contrat ;
- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales, sauf accord préalable écrit de MORBIHAN HABITAT ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- Prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat ;
- Et en fin de mission, à procéder à la destruction définitive des documents et supports d'informations confiés par société-Y et de toutes les copies qui auraient été réalisées pour le besoin de la prestation.

Le prestataire s'engage à respecter et impose à son personnel ainsi qu'à ses fournisseurs et éventuels sous-traitants, la présente clause de confidentialité. Le prestataire ne peut agir que sur instruction de MORBIHAN HABITAT.

MORBIHAN HABITAT se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par la société titulaire du marché.

Il est rappelé que, en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

MORBIHAN HABITAT pourra prononcer la résiliation immédiate du contrat, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

b) Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le maître d'ouvrage, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

Pour assurer cette protection, il incombe au maître d'ouvrage d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du marché.

3. 6. 2 - Confidentialité

Le titulaire et le maître d'ouvrage qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du maître d'ouvrage, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

3. 6. 3 - Mesures de sécurité

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, notamment dans les zones protégées en vertu des dispositions législatives ou réglementaires prises pour la protection du secret de la défense nationale, ces dispositions particulières doivent être indiquées par le maître d'ouvrage dans les documents de la consultation. Le titulaire est tenu de les respecter.

Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations prévues par le marché ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

CHAPITRE 2 – EXECUTION DU MARCHÉ

ARTICLE 4 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

4. 1 - Langue

Afin de permettre au maître d'ouvrage d'exercer son obligation de prévention et de vigilance, et sur demande du coordonnateur en matière de sécurité et protection de la santé, du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage, le titulaire est tenu de recourir, à ses frais, à un interprète qualifié dans les langues concernées, si les personnels présents sur le chantier, quelle que soit leur nationalité, ne disposent pas d'une maîtrise suffisante de la langue française pour leur permettre de comprendre la réglementation sociale en application du Code du travail.

La prise en charge des frais d'interprétariat se fera aux seuls frais du titulaire.

En cas de carence constatée ou du défaut de preuve de la qualification d'un interprète, le maître d'ouvrage désignera un ou des interprètes de son choix. Les frais consécutifs seront comptabilisés comme pénalités. De plus, après mise en demeure restée sans effet, la résiliation du marché pourrait être prononcée aux frais et risques du titulaire.

4. 2 - Dématérialisation des échanges

Pendant l'exécution des prestations, les échanges sont réalisés par mail sauf en cas de transmission de plans papiers.

ARTICLE 5 - DELAIS

5. 1 - Délais d'exécution

Conformément à l'article 13.1.1 du CCAG PI, le délai d'exécution commence à compter de la date de notification du marché.

Les prestations s'achèveront à l'expiration du délai de garantie ou au plus tard après la levée de la dernière réserve des marchés de travaux si celle-ci a lieu lors de la prolongation du délai de garantie.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision du maître d'ouvrage ou de son représentant, dans les conditions de l'article 29 du CCAG PI, constatant que le titulaire a rempli ses obligations, dans un délai de deux mois à compter de la demande du titulaire. L'absence de décision dans ce délai vaut réception des prestations.

5. 2 - Délai d'affermissement des tranches optionnelles

Sans objet

5. 2. 1 - Indemnités d'attente

Sans objet

5. 2. 2 - Indemnité de dédit pour non-exécution d'une tranche optionnelle

Sans objet

5. 3 - Présentation et délais d'établissement des livrables

Les livrables sont adressés dans les conditions suivantes :

LISTE DES DOCUMENTS A REMETTRE	DELAIS D'ETABLISSEMENT ET FAITS GENERATEURS
CONCEPTION	
Avis d'observations	à émettre dans un délai de 5 jours suivant transmission des éléments par la maîtrise d'œuvre ou la maîtrise d'ouvrage
Pré rapport initial	A émettre dans les 10 jours après réception du PRO
RICT	à émettre dans un délai de 5 jours suivant transmission du DCE par la maîtrise d'œuvre
REALISATION	
Avis d'observations	à émettre dans un délai de 5 jours suivant transmission des éléments par la maîtrise d'œuvre ou la maîtrise d'ouvrage ou les entreprises de travaux
Rapport récapitulatif mensuel des avis formulés. Cet avis mentionnera, en plus de la nature des avis, s'ils ont ou non été suivis d'effet. Et si oui, le contrôleur technique précisera que l'observation est levée.	à transmettre tous les mois
Pré rapport final	A émettre 15 jours avant le constat d'OPR (réception des travaux)
RFCT	A émettre dans les 15 jours après le constat d'OPR (réception des travaux)

Ils sont remis selon les formats et les supports suivants :

1 exemplaire papier + un exemplaire informatique

Le titulaire devra remettre un exemplaire de chaque livrable demandé dans le cadre du présent contrat.

ARTICLE 6 - EXECUTION DES PRESTATIONS

6. 1 - Conditions de réalisation de l'étude

Les interventions du contrôleur technique s'effectuent conformément aux prescriptions du décret 99-443 du 28 mai 1999 relatif au cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de contrôle technique.

6. 2 - Transfert des droits patrimoniaux

Sans objet.

6. 3 - Utilisation des résultats de l'étude

Les droits d'utilisation sur les résultats sont concédés au pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 35 du CCAG PI. La propriété des droits ou titres afférents aux résultats reste détenue par le titulaire.

Le pouvoir adjudicateur peut utiliser librement les résultats de l'étude. Le titulaire ne peut communiquer les résultats des prestations à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, qu'avec son autorisation.

Le prix de cette concession est forfaitairement compris dans le montant du marché.

6. 4 - Arrêt de l'exécution des interventions

En application de l'article 22 du CCAG PI, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter à tout moment l'exécution des interventions qui font l'objet du présent marché, à l'issue de chaque phase ET Missions du prestataire définies au CCTP.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité et entraîne la résiliation du marché.

Seules les prestations réalisées seront réglées.

6. 5 - Clauses techniques

Les clauses techniques sont celles visées dans le cahier des clauses techniques particulières du présent marché de prestations intellectuelles.

6. 6 - Réparation des dommages

Les dommages de toute nature, causés au personnel ou aux biens du maître de l'ouvrage par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature, causés au personnel ou aux biens du titulaire par le pouvoir adjudicateur, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du maître d'ouvrage.

ARTICLE 7 - CONSTATATION DE L'EXECUTION ET GARANTIE

7. 1 - Opération de vérifications-décisions après vérifications

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre au pouvoir adjudicateur de contrôler notamment que le titulaire :

- a mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- a réalisé les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

7. 2 - Garantie

Par dérogation à l'article 30 du CCAG PI, il n'est pas prévu de période de garantie.

CHAPITRE 3 – PRIX

ARTICLE 8 - PRIX DU MARCHÉ

8. 1 - Caractéristiques et contenu des prix

Les prix du marché sont traités à prix forfaitaires, sur la base de la Décomposition du prix global et forfaitaire annexé à l'acte d'engagement.

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG-PI, les précisions suivantes sont apportées en matière de contenu des prix.

En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

En cas de sous-traitance les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées à ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances.

Les prix sont indiqués dans le marché hors taxe à la valeur ajoutée (TVA). Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

8. 2 - Avances

Par dérogation à l'article 11.1 du CCAG PI, il ne sera pas alloué d'avance.

8. 3 - Variation des prix

Les prix du marché sont définitifs, fermes et non actualisables.

8. 4 - Taxe sur la valeur ajoutée

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

8. 5 - Répartition des paiements

L'acte d'engagement et les actes spéciaux éventuels indiquent ce qui doit être réglé respectivement :

- Au titulaire,
- Au mandataire et ses cocontractants.

ARTICLE 9 - REGLEMENT DES COMPTES

9. 1 - Régime et périodicité des paiements

Le règlement des sommes dues au Contrôleur Technique fera l'objet d'acomptes trimestriels de montants équivalents sachant que 20 % du montant forfaitaire sera réglé lors de la remise du rapport initial de contrôle technique et que le dernier acompte ne pourra être réglé qu'après la réception sans réserve ou à la levée des réserves.

Pour le versement du solde, le Contrôleur Technique adressera son projet de décompte après remise des rapports établis à la fin de la période d'exécution des travaux.

Le paiement des sommes dues sera effectué dans un délai global maximum de 30 jours à compter de la réception à l'Office de la demande d'acompte ou du solde.

9. 2 - Demandes de paiement

9. 2. 1 - Acomptes

a. Demande d'acompte

La demande d'acompte est établie par le titulaire. Elle indique les prestations effectuées par celui-ci pour la phase ou la période considérée, ainsi que leur prix évalué en prix de base et hors TVA.

Le titulaire prévient immédiatement le pouvoir adjudicateur de tout changement de taux de TVA qui lui est applicable. Le pouvoir adjudicateur n'est pas responsable des conséquences d'une omission du titulaire à ce sujet.

b. Acompte

Le montant de l'acompte établi par le pouvoir adjudicateur correspond au montant des sommes dues au titulaire pour la phase ou la période considérée. Il est établi à partir de la demande d'acompte en y indiquant successivement :

- 1- Le cas échéant, montant HT en prix de base de l'avance ;
- 2- L'évaluation du montant HT, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées ;
- 3- Les primes ou réfaction HT dont les éléments de liquidation sont connus ;
- 4- L'incidence de la TVA ;
- 5- Le cas échéant, la retenue de garantie ;
- 6- Le moment venu, l'incidence du remboursement de l'avance ;
- 7- Les pénalités éventuelles pour retard ainsi que toute autre pénalité ;
- 8- L'incidence de la révision ou de l'actualisation des prix ;
- 9- Le montant total de l'acompte à verser, ce montant étant la récapitulation des montants 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 ci-dessus augmentée éventuellement des intérêts moratoires.

Le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire l'état d'acompte, c'est à dire la demande d'acompte assortie des corrections et compléments faits par la collectivité en application de ce qui précède.

9. 2. 2 - Paiement pour solde

a. Projets de décomptes

Les projets de décomptes correspondant aux paiements partiels définitifs et au solde comportent deux parties :

- une récapitulation des acomptes perçus pour l'ensemble des phases de la partie du marché objet du projet de décompte, c'est à dire pour l'ensemble des phases sauf la dernière ;
- une demande de paiement correspondant à la dernière phase (non payée) indiquant au minimum le détail des prestations effectuées ainsi que leur prix établi en prix de base hors TVA.

b. Décomptes

Le montant du décompte établi par le pouvoir adjudicateur correspond au montant des sommes dues au titulaire pour le marché ou la partie de marché considérée.

Il est établi à partir du projet de décompte du titulaire. La partie de ce projet de décompte correspondant à la récapitulation de paiements d'acomptes antérieurs est normalement laissée telle quelle, sauf erreur à rectifier. La partie qui constitue une demande de paiement est modifiée pour y inclure les éléments de liquidation énumérés au paragraphe "I.b. Acomptes" du présent article.

Dans l'hypothèse où une révision complémentaire de prix serait à prévoir, ou si tout autre élément de liquidation était manquant, le décompte est complété par une mention annonçant le complément de liquidation nécessaire. Le décompte est notifié au titulaire.

Chorus :

L'obligation de transmission des demandes de paiement sous forme électronique est entrée en vigueur de façon progressive en fonction de la taille des entreprises, en application du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

En tant qu'établissement public, Morbihan Habitat a l'obligation de traiter les factures liées à ses marchés publics par voie électronique, à partir de l'application Chorus Pro : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Cette disposition s'applique aux titulaires et aux sous-traitants admis au paiement direct.

Les informations de dématérialisation correspondant à ce marché seront communiquées par courriel au titulaire du marché après notification.

Contexte juridique :	Obligation de dépôt sous CHORUS conformément à la Loi « PACTE » n° 2019-486 du 22 mai 2019				
Adresse de contact :	Morbihan Habitat 6 avenue Edgar Degas 56000 VANNES				
N° SIRET du compte CHORUS Pro :	275 600 047 000 11				
Conditions de règlement :	Virement bancaire dans les 30 jours suivants le dépôt de la facture sous CHORUS PRO				
Factures à déposer sous CHORUS Pro :	Factures relatives aux engagements passés par Morbihan Habitat à l'exception des marchés liés aux concessions d'aménagement et mandat d'ouvrages publics.				Concessions d'aménagement et mandats d'ouvrages publics
Nouveaux codes services :	DCFI (à utiliser à compter du 11 décembre 2023)				MH_Amgt (inchangé)
Pour rappel, anciens codes services supprimés	VGH, CTR, MRC, CDE, HEG, INV, BSH_FACT				MH_Amgt
Références d'engagement figurant sur nos commandes :	Pour les bons de travaux : BT-CODE ENGAGEMENT ULIS	Pour les bons de travaux urgents : BU- CODE ENGAGEMENT ULIS	Pour les situations de travaux : OS- CODE ENGAGEMENT ULIS	Pour les bons de commande : BC- CODE ENGAGEMENT ULIS	Factures d'aménagement : (non concerné)

ATTENTION :

Le numéro d'engagement doit impérativement être renseigné sous CHORUS Pro (cf. copie d'écran ci-dessous). A défaut, la facture sera directement rejetée.

The screenshot shows a web form with the following fields and elements:

- Date de facture :** A date input field containing "07/07/2023" with a calendar icon on the right.
- Format de dépôt :** A dropdown menu showing "DEPOT_PDF_PORTAIL".
- * Devise :** A dropdown menu showing "EUR - Euro européen" with a downward arrow.
- Type :** Two radio buttons: "Facture" (selected) and "Avoir".
- * N° d'engagement :** A text input field containing "BT-240000X", highlighted with a red border. It has a question mark icon to its right.
- Rechercher :** A blue button with the text "Rechercher".

9. 3 - Délais de paiement

Le délai global de paiement ne peut excéder 30 jours selon les dispositions de l'article R.2192-10 du code de la commande publique.

9. 4 - Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Conformément aux articles R2192-31 et R2192-36 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

CHAPITRE 4 – CONTENTIEUX

ARTICLE 10 - PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG PI, les pénalités seront appliquées de plein droit après constatation du retard et du manquement sans mise en œuvre du principe du contradictoire prévu.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG PI, aucune exonération de pénalité ne sera appliquée.

- **Pénalités de retard**

Les pénalités pour retard commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 21.5. du CCAG PI et par application de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{3\,000}$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

En cas de méconnaissance des obligations en matière de respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité : se référer à l'article 3.5.4 du présent CCAP.

En cas de carence constatée ou du défaut de preuve de la qualification d'un interprète : se référer à l'article 4.1 du présent CCAP.

Pénalités pour manquement relatif aux dispositions contractuelles sur le traitement des données personnelles (article 3.6.1 du présent CCAP) : il sera appliqué une pénalité de 150 € par manquement constaté.

ARTICLE 11 - RESILIATION

Les dispositions des articles 36 à 40 du CCAG PI sont applicables au présent marché auxquelles s'ajoutent les dispositions suivantes :

11. 1 - Résiliation pour motif d'intérêt général

Dans l'hypothèse d'une résiliation au titre de l'article 40 du CCAG PI, l'indemnité de résiliation est fixée à 5 % du montant initial HT du marché, diminué du montant HT non révisé des prestations admises.

11. 2 - Résiliation pour faute

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché, aux torts du cocontractant en cas d'inexactitude des renseignements prévus à l'article R2143-6 et suivants du code de la commande publique et selon les dispositions des articles 49, 50.3 et 51 du CCAG Travaux.

ARTICLE 12 - LITIGES ET DIFFERENDS

Conformément aux dispositions de l'article 43.1 à 43.4 du CCAG PI, et avant toute saisine du juge, les parties devront tenter de régler le litige les opposant par le biais d'un mode de règlement alternatif des différends dans les conditions définies aux articles L.2197-1 à 2197-7 du code de la commande publique, selon la nature du contrat en cause.

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, le tribunal compétent est le tribunal administratif dont relève le pouvoir adjudicateur :

Tribunal Administratif de RENNES, Hôtel de Bizien 3 Contour de la Motte, - CS 44416, F-35044 Rennes FRANCE
Tél. 02 23 21 28 28. / Fax 02 99 63 56 84. E-mail : greffe.ta-rennes@juradm.fr
<http://www.ta-rennes.juradm.fr>

CHAPITRE 5 – DEROGATIONS AU CCAG PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

Articles du CCAG Prestations Intellectuelles auxquels il est dérogé	Articles du CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations
4.1	2
30	7.2
11.1	8.2
14.1.1	10
14.1.3	10